

ANNABA

Innovation et perspectives économiques

C'est dans une ambiance empreinte de questionnements que s'est déroulée la journée d'information et de sensibilisation ayant pour thème : «Le passage d'une économie de rente à une économie basée sur l'innovation». Elle a été organisée ce dimanche à l'hôtel Sabri de Annaba.

Chargée de l'organisation, l'agence événementielle avait pris «la précaution» de laisser les représentants de la presse dans l'ignorance totale du programme.

Le haut niveau des intervenants entre chercheurs, experts, P-dg de groupe d'entreprises, représentants de différentes institutions étatiques (Cnac, Ansej, Andi, ADS ANDPME...) a permis de dissiper quelque peu le manque de communication des organisateurs. Ce fut d'abord le recteur de l'université Badji-

Mokhtar Ammar Haiahem de lancer la première offensive en abordant la question de l'innovation sous ces divers angles dont celle de manager, la maîtrise des ressources humaines et financières et le développement de la recherche en entreprise.

Les participants ne pouvaient espérer mieux en guise d'ouverture des interventions. Ce qui va certainement inspirer experts et chercheurs à être concrets dans leur approche de divers dossiers. Celui de la marginalisation des

chercheurs algériens, la fuite des cerveaux, l'importante enveloppe financière annuellement accordée par l'Etat pour le développement de la recherche, la gestion des entreprises publiques et privées, la nécessaire complémentarité entre l'université et l'entreprise dans tous les domaines d'activité, «je dois dénoncer la situation que j'ai vécue en qualité de cheffe d'entreprise à Constantine. J'ai été pratiquement mise en faillite pour avoir été confrontée à un problème d'importation d'une pièce de rechange. Celle-ci a été façonnée par un autre jeune entrepreneur algérien». Elle n'était pas la seule à avoir fait face à ce type de situation. Ce qui a imposé à d'autres participants d'aborder la

capacité de l'entreprise à mieux gérer ses ressources, le dossier recherches et la marginalisation des chercheurs algériens.

Abordant ce dernier point, le D^r Mokhtar Sellami, directeur du développement technologie et innovation au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (Mesrs) dira à ce propos que «le point faible, c'est l'inexistence de statut de chercheur en entreprises. D'où l'investissement de 40 milliards DA par l'Etat au profit du développement de la recherche».

Sur sa lancée, il révélera que dans les pays développés, 70% des chercheurs activent au sein des entreprises et qu'il y a lieu de verser une partie des impôts pour développer la recherche dans les

entreprises. Cette déclaration donne plus de poids à la révélation portant sur la signature d'un statut du chercheur par le Mesrs et son homologue des finances.

Selon le D^r Sellami, la création du statut du chercheur et aussi celle de la qualité de docteur dans l'entreprise permettra à ce dernier de mieux développer sa spécialité.

A cette manifestation préparatoire du 2^e forum national de l'innovation et des perspectives économiques prévu en novembre à Alger, les recommandations ont été riches.

Selon le directeur de la Fnipec, elles seront soumises à l'attention du Premier ministre mercredi prochain.

A. Bouacha

SÉTIF

Colloque international sur l'employabilité

«L'employabilité : jeu éphémère ou opportunités durable pour les salariés et les entreprises ?» C'est le thème du colloque international qui s'est tenu samedi à la maison de la Culture Houari-Boumediène, en présence d'éminents spécialistes, d'universitaires et d'opérateurs économiques. Cette rencontre était organisée à l'initiative de l'INCG Sétif Business School, en partenariat avec l'école de commerce ISTEK Paris et l'Association francophone de gestion des ressources humaines AGRH.

Bien que relativement ancien car ayant émergé en Angleterre au début du XX^e siècle, le concept d'employabilité a connu une lente mutation depuis son apparition. Si, à l'origine, l'employabilité permettait de distinguer les «vrais» des «faux» chômeurs dans les années 30, aux Etats-Unis, elle permit de distinguer les individus «employables» des individus «inemployables». C'est dans ce contexte que ce

colloque a été un lieu de travail et de réflexion prospectif, prestigieux et convivial entre la communauté scientifique en gestion des ressources humaines à laquelle ont été associés les praticiens du monde des organisations et des entreprises. Ce rendez-vous a également pour objectif de contribuer à l'amélioration et à la diffusion de la connaissance sur le concept d'employabilité.

Pour Ali Mansouri, directeur général de l'INCG Sétif Business School, «Ce colloque se propose d'aborder les responsabilités partagées entre les institutions académiques, leur approche du développement et de l'entrepreneuriat et la pro-activité du secteur privé dans la planification des formations établissant, pour ce faire, la nécessité de mobiliser des chercheurs rigoureux, disposer à partager leur savoir et leurs préoccupations à l'égard de la relève, de même que l'utilisation de compétences qui s'inscrivent dans la dynamique d'une économie en plein développement. Nous sommes conscients que nous avons un rôle dans la construction d'un environnement qui permettra de faire la différence et de la consigner dans la chaîne des valeurs mondiales, véritables indi-

cateurs d'une économie diversifiée, innovante et basée sur l'employabilité convaincante. Si, il y a encore quelques années l'employabilité était une nécessité pour les organisations et une opportunité pour les salariés, elle devient, de nos jours, un impératif pour ces derniers car ils se doivent d'être les promoteurs (dans le sens où ils vont mettre en œuvre et développer avec succès leur projet professionnel) de leur carrière»

Le P^r Alain Fronteau, directeur du développement à l'international ISTEK Paris, a pour sa part affirmé que : «L'Algérie dispose d'un important taux de jeunesse et d'énormes potentialités; notre rôle ici est de pouvoir coopérer avec cette jeunesse et faire de telle sorte que les travaux de recherche puissent être utiles,

notamment aux chercheurs présents ici, aux institutions et aux jeunes qui sont largement présents dans la salle, de manière à leur ouvrir les portes de leur employabilité et être un apport et un moteur pour leur propre pays en termes de développement.»

De son côté, le P^r Zahir Yanat, professeur émérite à Kedge Business School, vice-président Aderse (Association pour le développement de l'enseignement et de la recherche sur la responsabilité sociale de l'entreprise) et AGRH (Association francophone de gestion des ressources humaines), a déclaré, en revenant sur les avancées de l'Algérie et les potentialités qu'elle recèle : «Je crois qu'il faut cesser de faire toujours dans la sinistrose. On trouve tout le temps à dire, mais on ne s'aperçoit pas qu'il y a des sauts qualitatifs de développement qui sont merveilleux dans notre pays. Je pense qu'il faut apprécier la situation comme dans tous les pays du monde dans la durée, ce qui veut dire que beaucoup de choses ont été faites depuis 1980 en Algérie.»

Notons que durant ce colloque deux importants axes ont été abordés par des experts nationaux et internationaux à savoir : l'employabilité en pratique : bilans et mise en perspective et l'employabilité étudiée par différentes disciplines.

Imed Sellami

RELIZANE

Les prix des légumes s'envolent

Les prix des légumes et des fruits s'envolent comme souvent en pareilles conditions météorologiques. Les prix à Relizane, notamment des légumes et des fruits, ont pris de l'altitude.

Quelques heures seulement ont été suffisantes pour que les prix s'affolent, au grand dam du citoyen. Rencontré à proximité du marché couvert d'El Matmar, un quadragénaire, visiblement excédé par cette flambée des prix, n'a pas hésité à pointer du doigt les services de contrôle. Selon lui, «la situation semble bel et bien

échapper au contrôle des services de la DCP. Pour preuve, ce sont les spéculateurs qui font la loi dans les différents marchés de la ville. Certes, le consommateur a sa part de responsabilité dans cette affaire, puisqu'il achète souvent sans contester le prix. Mais est-ce une raison suffisante pour que les choses basculent dans

l'anarchie totale ?» Rien ne pourra, en effet, justifier cette anarchie. Aucune excuse, à dire vrai, ne peut être mise du côté de ceux qui ont la charge de réguler nos marchés et nos différents espaces commerciaux. C'est justement en l'absence d'un dispositif de contrôle fiable et efficace que le spéculateur a fini par imposer ses règles.

En ces temps pluvieux, il fallait prendre les mesures nécessaires et ne plus céder le terrain à des commerçants peu scrupuleux.

Face à une situation exceptionnelle, il fallait, en termes plus clairs, anticiper et dégager les moyens adéquats.

L'objectif est aussi clair : permettre au citoyen de passer une vie normale sans trop subir les revers d'un marché et de ses commerçants. Il ne s'agit nullement d'un exercice difficile, mais tout simplement d'une réelle volonté pour mettre de l'ordre dans nos «souks» de légumes et de fruits. Est-ce trop demander ?

A. Rahmane

BEN M'HIDI (EL TARF)

La RN 44 fermée à Sidi Kassi

Les usagers de la RN 44 ne savent plus où donner de la tête et sont exténués par la récurrence des protestations quotidiennes sur un axe routier, névralgique et de première importance nationale, qui relie trois daïras de la wilaya d'El Tarf ainsi que la ville d'Annaba avec le chef-lieu de wilaya et les autres communes importantes dont particulièrement El Kala et Bouteldja, et ce, jusqu'à la frontière tunisienne.

En effet, les habitants du village Sidi Kassi ont fermé hier la RN 44 à la circulation routière, durant toute la journée, obligeant les automobiles à emprunter un détour à savoir la RN 84A. Ils ont

réclamé l'installation de ralentisseurs le long du tronçon qui traverse ledit village.

Pour rappel, la commune de Ben M'hidi constitue un carrefour incontournable de plusieurs routes

nationales. C'est une commune qui compte 6 agglomérations secondaires avec des populations très importantes et, cerise sur le gâteau, une Assemblée communale dissoute depuis plus de 7 mois.

De fait, les affaires courantes de cette grande et peuplée commune sont gérées par le chef de daïra. Les besoins de la population sont ainsi relégués aux calendes grecques avec comme première conséquence une accumulation des problèmes et une probléma-

tique de développement engendrant un mécontentement populaire de plus en plus manifeste qui s'est traduit par les multiples protestations de ces derniers mois.

Aussi, est-il judicieux et important de noter que des édiles locaux et même des parlementaires sont actuellement en train de mettre de l'huile sur le feu pour attiser les tensions dans le dessein de faire fructifier et augmenter leur campagne électorale.

Daoud Allam

AGHRIBS
(TIZI-OUZOU)

Des villageois en colère

Les citoyens des villages Didouche-Mourad et Iguerbouchène (Aghribs, Tizi-Ouzou) ont fermé le siège de l'APC d'Aghribs pour protester contre le problème d'eau et celui du manque d'eau potable. Selon nos informations, les protestataires réclament une solution rapide à leurs problèmes et restent mobilisés jusqu'à la satisfaction de leur revendication. En attendant, le siège de l'APC restera fermé.

R. R.